

T-1786-90

T-1786-90

Glen Kealey (Plaintiff)**Glen Kealey (demandeur)**

v.

c.

Her Majesty the Queen, the Attorney General of Canada, Norm Inkster, André Potvin, Brian Mulroney, Harvey Andre* and Doug Lewis (Defendants)

Sa Majesté la Reine, le procureur général du Canada, Norm Inkster, André Potvin, Brian Mulroney, Harvey Andre* et Doug Lewis (défendeurs)

INDEXED AS: KEALEY v. CANADA (ATTORNEY GENERAL) (T.D.)

RÉPERTORIÉ: KEALEY c. CANADA (PROCUREUR GÉNÉRAL) (1^{re} INST.)

Trial Division, Teitelbaum J.—Ottawa, April 29 and May 2, 1991.

^c Section de première instance, juge Teitelbaum—Ottawa, 29 avril et 2 mai 1991.

Federal Court jurisdiction — Trial Division — Application of test in ITO—International Terminal Operators Ltd. v. Miida Electronics Inc. et al. — Federal common law constituting “law of Canada” within Constitution Act, 1867, s. 101 — Charter not “law of Canada” — Court having jurisdiction over torts committed by members of RCMP, including Commissioner — No power of review over Cabinet under Federal Court Act, s. 18 — Houses of Parliament, committees not boards, commissions or tribunals.

^d *Compétence de la Cour fédérale — Section de première instance — Application du critère défini par ITO—International Terminal Operators Ltd. c. Miida Electronics Inc. et autre — La common law fédérale parmi les «lois du Canada» au sens de l’art. 101 de la Loi constitutionnelle de 1867 — La Charte n’est pas une «loi du Canada» — Compétence de la Cour sur les délits civils commis par les membres de la GRC, y compris le commissaire — Aucun pouvoir de contrôle sur le Cabinet ne découle de l’art. 18 de la Loi sur la Cour fédérale — Les chambres du Parlement et leurs comités ne sont pas des offices fédéraux.*

Crown — Torts — Court having jurisdiction over torts committed by Crown servants even if lacking jurisdiction over individual tortfeasors.

^e *Couronne — Responsabilité délictuelle — La Cour a compétence pour connaître des délits civils commis par les préposés de la Couronne, même si elle n’a pas compétence sur les auteurs de ces délits à titre personnel.*

Practice — Parties — Redundant, confusing to name Attorney General where Crown named as defendant.

^f *Pratique — Parties — Le fait de citer le procureur général dans les actions contre la Couronne est redondant et ne fait qu’embrouiller les choses.*

These were motions brought by the defendants under Rule 419 to strike the second amended statement of claim. The action arose out of the plaintiff’s arrest by the defendant Potvin, an RCMP officer, on Parliament Hill, March 19, 1990, on a charge of infringing the *Public Works Nuisances Regulations*. The Regulations had been amended by Order in Council on March 1, 1990 to prohibit demonstrations near the doors of the Parliament buildings. The plaintiff spent four days in custody before being released at a show cause hearing on the basis that his detention was unreasonable. The Crown stayed the charges. The plaintiff’s claim is for general, special and exemplary damages and a declaration. Plaintiff’s assertion is that the amendment to the Regulations was made for the improper purpose of infringing his Charter rights and that his arrest, detention and prosecution were malicious.

^g Requêtes introduites par les défendeurs sous le régime de la Règle 419, en radiation de la deuxième déclaration modifiée. Cette action faisait suite à l’arrestation du demandeur par le défendeur Potvin, agent de la GRC, le 19 mars 1990 sur la Colline parlementaire, pour contravention au *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics*. Ce règlement avait été modifié par décret en conseil du 1^{er} mars 1990 de façon à interdire les manifestations à proximité des portes des édifices du Parlement. Le demandeur fut détenu pendant quatre jours avant d’être libéré à l’audience de justification, par ce motif que sa détention était déraisonnable. La Couronne a suspendu les poursuites contre lui. Le demandeur conclut aux dommages-intérêts généraux, spéciaux et punitifs ainsi qu’à un jugement déclaratoire. Il soutient que la modification du règlement avait pour dessein illégitime de porter atteinte aux droits que lui garantit la Charte et que son arrestation, sa détention et les poursuites engagées contre lui étaient malveillantes.

* Editor’s note: The style of cause reproduces the spelling of the name of the defendant Harvie Andre found in the pleadings.

* Note de l’arrêviste: L’intitulé de la cause reprend l’orthographe du nom du défendeur Harvie Andre qui se trouve dans les plaidoiries.

Held, the motions to strike the individual defendants from the statement of claim should be allowed, and the claims for breach of constitutional rights and abuse of process struck. The statement of claim should be amended to claim only for false arrest, false imprisonment and malicious prosecution and only against the Crown.

Three conditions for Federal Court jurisdiction were laid down by the Supreme Court of Canada in *ITO—International Terminal Operators Ltd. v. Miida Electronics Inc. et al.*: (1) a statutory grant of jurisdiction by the federal Parliament, (2) an existing body of federal law which is essential to the disposition of the case and which nourishes the statutory grant of jurisdiction, and (3) that the law on which the case is based is a “law of Canada” within section 101 of the *Constitution Act, 1867*.

The *Crown Liability Act*, paragraph 3(a), and the *Federal Court Act*, subsection 17(1) and paragraph 17(5)(b), provide the statutory grant of jurisdiction over the Crown for torts committed by its servants, even where there is no jurisdiction over those servants individually. The *Public Works Act* and the *Public Works Nuisances Regulations* constitute an existing body of federal law, and are essential to the determination of the question as to whether the plaintiff’s arrest was wrongful.

The causes of action in false arrest, false imprisonment and malicious prosecution arise out of the common law of torts. Federal common law is capable of satisfying the requirement that the case be based on a law of Canada.

The Charter is not a law of Canada within section 101 of the *Constitution Act, 1867*; rather, the claim for breach of constitutional rights is subsumed by the claims for the nominate torts and, since the Court has jurisdiction over those claims, it can deal with any Charter issues which arise. There is no nominate tort of breach of statutory duty. The Court has jurisdiction over torts committed by members of the RCMP, including the Commissioner, since, under the *Royal Canadian Mounted Police Act*, they are servants of the Crown for the purpose of Crown liability. The cause of action against them personally, however, does not depend on federal law, and they may not be impleaded in Federal Court. The Court lacked jurisdiction over the claims against the Prime Minister and the Cabinet Ministers. The Houses of Parliament and their committees are not “boards, commissions or other tribunals” within section 18 of the *Federal Court Act*, rather, they create such bodies and are not on their level.

Where the Crown is named a defendant to an action, it is redundant and confusing to also name the Attorney General.

On a motion under Rule 419, all allegations of fact are assumed to be proven. On that basis, the plaintiff may have a

Jugement: les requêtes en radiation des défendeurs à titre personnel doit être accueillie, et les conclusions d’atteinte aux droits constitutionnels et d’abus des procédures, radiées. La déclaration doit être modifiée pour ne plus faire valoir que les chefs d’arrestation illégale, de séquestration et de poursuite malveillante, et ce uniquement contre la Couronne.

Les trois conditions de la compétence de la Cour fédérale ont été définies par la Cour suprême du Canada dans *ITO—International Terminal Operators Ltd. c. Miida Electronics Inc. et autre*: (1) il doit y avoir attribution de compétence par une loi du Parlement fédéral, (2) il doit exister un ensemble de règles de droit fédérales qui soit essentiel à la solution du litige et constitue le fondement de l’attribution légale de compétence, et (3) la loi invoquée dans l’affaire doit être une «loi du Canada» au sens de l’article 101 de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

L’alinéa 3a) de la *Loi sur la responsabilité de l’État*, le paragraphe 17(1) et l’alinéa 17(5)b) de la *Loi sur la Cour fédérale* opèrent attribution légale de compétence à la Cour fédérale à l’égard de la Couronne pour ce qui est des délits civils commis par les préposés de cette dernière, même si la Cour n’a pas compétence sur ces derniers à titre personnel. La *Loi sur les travaux publics* et le *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* constituent l’ensemble des règles de droit fédérales qui est essentiel à la solution de la question de savoir si l’arrestation du demandeur était illégale.

Arrestation illégale, séquestration et poursuite malveillante sont des causes d’action fondées sur les délits civils reconnus en common law. La common law fédérale est suffisante pour satisfaire à la condition que l’action soit fondée sur une loi du Canada.

La Charte n’est pas une loi du Canada au sens de l’article 101 de la *Loi constitutionnelle de 1867*; mais le chef d’atteinte aux droits constitutionnels est compris dans les chefs de délits civils connus et, comme la Cour a compétence sur ces derniers, elle a compétence pour connaître des litiges touchant la Charte. Il n’existe aucun délit civil connu sous le nom de manquement à une obligation légale. La Cour a compétence sur les délits civils commis par les membres de la GRC, dont le commissaire, puisque selon la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, ils sont des préposés de la Couronne en ce qui concerne la responsabilité de l’État. La cause d’action invoquée contre eux à titre personnel ne dépend pas de la loi fédérale, et ils ne peuvent être poursuivis devant la Cour fédérale. La Cour n’a pas compétence pour connaître des chefs de demande portés contre le premier ministre et les ministres du gouvernement. Les deux chambres du Parlement et leurs comités ne sont pas des «offices fédéraux» au sens de l’article 18 de la *Loi sur la Cour fédérale*; de fait, elles créent ces entités et ne sont pas au même niveau.

En cas d’action intentée contre la Couronne, il est redondant d’y joindre le procureur général, dont la présence ne ferait qu’embrouiller les choses.

En cas de requête fondée sur la Règle 419, tous les faits allégués doivent être tenus pour avérés. Le demandeur pourrait

claim against the Crown for false arrest, false imprisonment and malicious prosecution.

fort bien faire valoir contre la Couronne son action en arrestation illégale, séquestration et poursuite malveillante.

STATUTES AND REGULATIONS JUDICIALLY CONSIDERED

Canadian Bill of Rights, R.S.C., 1985, Appendix III.
Canadian Charter of Rights and Freedoms, being Part I of the *Constitution Act, 1982*, Schedule B, *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 44].

Constitution Act, 1867, 30 & 31 Vict., c. 3 (U.K.) (as am. by *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.), Schedule to the *Constitution Act, 1982*, Item 1) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 5], s. 101.

Crown Liability Act, R.S.C., 1985, c. C-50, ss. 2, 3(a).

Federal Court Act, R.S.C., 1985, c. F-7, ss. 17(1),(5)(b).

Federal Court Rules, C.R.C., c. 663, RR. 337(2)(b), 419(1)(a).

Police Act, R.S.O. 1980, c. 381, s. 24.

Public Works Act, R.S.C., 1985, c. P-38.

Public Works Nuisances Regulations, C.R.C., c. 1365, ss. 6(2) (as enacted by SOR/85-370, s. 1), 10.1 (as enacted by SOR/90-155, s. 2), 11 (as am. *idem*, s. 3).

Royal Canadian Mounted Police Act, R.S.C., 1985, c. R-10, ss. 1, 3, 5 (as am. by R.S.C., 1985 (2nd Supp.), c. 8, s. 2), 6 (as am. *idem*, s. 3), 53 (as am. *idem*, s. 22).

CASES JUDICIALLY CONSIDERED

FOLLOWED:

ITO—International Terminal Operators Ltd. v. Miida Electronics Inc. et al., [1986] 1 S.C.R. 752; (1986), 28 D.L.R. (4th) 641; 34 B.L.R. 251; 68 N.R. 241; *Roberts v. Canada*, [1989] 1 S.C.R. 322; [1989] 3 W.W.R. 117; (1989), 35 B.C.L.R. (2d) 1; 25 F.T.R. 161; 92 N.R. 241; *McNamara Construction (Western) Ltd. et al. v. The Queen*, [1977] 2 S.C.R. 654; (1977), 75 D.L.R. (3d) 273; 13 N.R. 181; *Southam Inc. v. Canada (Attorney General)*, [1990] 3 F.C. 465; 1990, 73 D.L.R. (4th) 289 (C.A.).

APPLIED:

Bradasch v. Warren et al. (1989), 27 F.T.R. 70 (F.C.T.D.); affd [1990] 3 F.C. 32; (1990), 111 N.R. 149 (C.A.).

DISTINGUISHED:

Pacific Western Airlines Ltd. v. R., [1979] 2 F.C. 476 (T.D.); affd [1980] 1 F.C. 86; (1979), 105 D.L.R. (3d) 60; 14 C.P.C. 165 (C.A.); *Rhine v. The Queen*; *Prytula v. The Queen*, [1980] 2 S.C.R. 442; (1980), 116 D.L.R. (3d) 385; 34 N.R. 290.

LOIS ET RÈGLEMENTS

Charte canadienne des droits et libertés, qui constitue la Partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B, *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, chap. 11 (R.-U.) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 44].

Déclaration canadienne des droits, L.R.C. (1985), appendice III.

Loi constitutionnelle de 1867, 30 & 31 Vict., chap. 3 (R.-U.) (mod. par la *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, chap. 11 (R.-U.), annexe de la *Loi constitutionnelle de 1982*, n° 1) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 5], art. 101.

Loi sur la Cour fédérale, L.R.C. (1985), chap. F-7, art. 17(1),(5)b).

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, L.R.C. (1985), chap. R-10, art. 1, 3, 5 (mod. par L.R.C. (1985) (2^e suppl.), chap. 8, art. 2), 6 (mod. *idem*, art. 3), 53 (mod. *idem*, art. 22).

Loi sur la police, L.R.O. 1980, chap. 381, art. 24.

Loi sur la responsabilité de l'État, L.R.C. (1985), chap. C-50, art. 2, 3a).

Loi sur les travaux publics, L.R.C. (1985), chap. P-38.

Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics, C.R.C., chap. 1365, art. 6(2) (édicte par DORS/85-370, art. 1), 10.1 (édicte par DORS/90-155, art. 2), 11 (mod. *idem*, art. 3).

Règles de la Cour fédérale, C.R.C., chap. 663, Règles 337(2)b), 419(1)a).

JURISPRUDENCE

DÉCISIONS SUIVIES:

ITO—International Terminal Operators Ltd. c. Miida Electronics Inc. et autre, [1986] 1 R.C.S. 752; (1986), 28 D.L.R. (4th) 641; 34 B.L.R. 251; 68 N.R. 241; *Roberts c. Canada*, [1989] 1 R.C.S. 322; [1989] 3 W.W.R. 117; (1989), 35 B.C.L.R. (2d) 1; 25 F.T.R. 161; 92 N.R. 241; *McNamara Construction (Western) Ltd. et autre c. La Reine*, [1977] 2 R.C.S. 654; (1977), 75 D.L.R. (3d) 273; 13 N.R. 181; *Southam Inc. c. Canada (Procureur général)*, [1990] 3 C.F. 465; 1990, 73 D.L.R. (4th) 289 (C.A.).

DÉCISION APPLIQUÉE:

Bradasch c. Warren et autres (1989), 27 F.T.R. 70 (C.F. 1^{re} inst.); conf. [1990] 3 C.F. 32; (1990), 111 N.R. 149 (C.A.).

DISTINCTION FAITE AVEC:

Pacific Western Airlines Ltd. c. R., [1979] 2 C.F. 476 (1^{re} inst.); conf. [1980] 1 C.F. 86; (1979), 105 D.L.R. (3d) 60; 14 C.P.C. 165 (C.A.); *Rhine c. La Reine*; *Prytula c. La Reine*, [1980] 2 R.C.S. 442; (1980), 116 D.L.R. (3d) 385; 34 N.R. 290.

CONSIDERED:

Weisfeld v. Canada, [1990] 1 F.C. 367; (1989), 42 C.R.R. 238; 27 F.T.R. 30 (T.D.); *Stephens v. R.* (1982), 26 C.P.C. 1; [1982] CTC 138; 82 DTC 6132; 40 N.R. 620 (F.C.A.); *Kigowa v. Canada*, [1990] 1 F.C. 804; (1990), 67 D.L.R. (4th) 305; 10 Imm. L.R. (2d) 161; 105 N.R. 278 (C.A.); *Lagiorgia v. The Queen*, [1985] 1 F.C. 438; (1985), 18 C.R.R. 348; [1985] 2 CTC 25; 85 DTC 5419 (Fr.); 85 DTC 5554 (Eng.) (T.D.); *Roncarelli v. Duplessis*, [1959] S.C.R. 121; (1959), 16 D.L.R. (2d) 689; *Gershman v. Manitoba Vegetable Producers' Marketing Board* (1976), 69 D.L.R. (3d) 114; [1976] 4 W.W.R. 406 (Man. C.A.); *Crown Trust Co. v. Ontario* (1988), 64 O.R. (2d) 774 (H.C.); *Bosada v. R.*, [1979] 2 F.C. 335 (T.D.).

REFERRED TO:

R. in right of Canada v. Saskatchewan Wheat Pool, [1983] 1 S.C.R. 205; (1983), 143 D.L.R. (3d) 9; [1983] 3 W.W.R. 97; 23 CCLT 121; 45 N.R. 425.

AUTHORS CITED

Hogg, Peter W., *The Liability of the Crown*, 2nd ed., Toronto: Carswell Co. Ltd., 1989.

COUNSEL:

Todd A. McKendrick for plaintiff.
Barbara A. McIsaac, Q.C. for defendants Her Majesty The Queen, the Attorney General of Canada, Norm Inkster and André Potvin.
H. Lorne Morphy, Q.C. and *Kent E. Thomson* for the defendants Brian Mulroney, Harvie Andre and Doug Lewis.

SOLICITORS:

Bosada & Associates, Ottawa, for plaintiff.

Deputy Attorney General of Canada for defendants Her Majesty The Queen, the Attorney General of Canada, Norm Inkster and André Potvin.

Tory, Tory, DesLauriers & Binnington, Toronto, for defendants Brian Mulroney, Harvie Andre and Doug Lewis.

The following are the reasons for order rendered in English by

TEITELBAUM J.: These are two motions, one by the defendants Brian Mulroney, Harvie Andre and Doug Lewis and the second by the defendants Her Majesty the Queen (Queen), the Attorney General of Canada (Attorney General), Norman Inkster (Inkster) and

DÉCISIONS EXAMINÉES:

Weisfeld c. Canada, [1990] 1 C.F. 367; (1989), 42 C.R.R. 238; 27 F.T.R. 30 (1^{re} inst.); *Stephens c. R.* (1982), 26 C.P.C. 1; [1982] CTC 138; 82 DTC 6132; 40 N.R. 620 (C.A.F.); *Kigowa c. Canada*, [1990] 1 C.F. 804; (1990), 67 D.L.R. (4th) 305; 10 Imm. L.R. (2d) 161; 105 N.R. 278 (C.A.); *Lagiorgia c. La Reine*, [1985] 1 C.F. 438; (1985), 18 C.R.R. 348; [1985] 2 CTC 25; 85 DTC 5419 (Fr.); 85 DTC 5554 (Angl.) (1^{re} inst.); *Roncarelli v. Duplessis*, [1959] R.C.S. 121; (1959), 16 D.L.R. (2d) 689; *Gershman v. Manitoba Vegetable Producers' Marketing Board* (1976), 69 D.L.R. (3d) 114; [1976] 4 W.W.R. 406 (C.A. Man.); *Crown Trust Co. v. Ontario* (1988), 64 O.R. (2d) 774 (H.C.); *Bosada c. R.*, [1979] 2 C.F. 335 (1^{re} inst.).

DÉCISION CITÉE:

R. du chef du Canada c. Saskatchewan Wheat Pool, [1983] 1 R.C.S. 205; (1983), 143 D.L.R. (3d) 9; [1983] 3 W.W.R. 97; 23 CCLT 121; 45 N.R. 425.

DOCTRINE

Hogg, Peter W., *The Liability of the Crown*, 2nd ed., Toronto: Carswell Co. Ltd., 1989.

AVOCATS:

Todd A. McKendrick pour le demandeur.
Barbara A. McIsaac, c.r., pour les défendeurs Sa Majesté la Reine, le procureur général du Canada, Norm Inkster et André Potvin.
H. Lorne Morphy, c.r., et *Kent E. Thomson* pour les défendeurs Brian Mulroney, Harvie Andre et Doug Lewis.

PROCUREURS:

Bosada & Associates, Ottawa, pour le demandeur.

Le sous-procureur général du Canada pour les défendeurs Sa Majesté la Reine, le procureur général du Canada, Norm Inkster et André Potvin.

Tory, Tory, DesLauriers & Binnington, Toronto, pour les défendeurs Brian Mulroney, Harvie Andre et Doug Lewis.

Ce qui suit est la version française des motifs de l'ordonnance rendus par

LE JUGE TEITELBAUM: La Cour est saisie de deux requêtes en radiation de la deuxième déclaration modifiée en l'espèce, l'une introduite par les défendeurs Brian Mulroney, Harvie Andre et Doug Lewis, et l'autre par les défendeurs Sa Majesté la Reine (la

André Potvin (Potvin) for an order striking out the second amended statement of claim. The defendants, Mulroney, Andre and Lewis, in addition to requesting an order to strike pursuant to Rule 419 of the *Federal Court Rules* [C.R.C., c. 663] ask:

(b) in the alternative to (a) above, an order pursuant to s. 50 of the *Federal Court Act* permanently staying this action;

(c) in the alternative to (a) and (b) above, an order pursuant to rule 415 of the *Federal Court Rules* compelling the plaintiff to provide particulars of the following allegations in the Statement of Claim:

(i) particulars of the “improper and malicious purpose” referred to in paragraph 15 of the Statement of Claim which is alleged to have motivated the Board of Internal Economy to cause the Regulation to be forwarded to the Cabinet of the Government of Canada for approval, including particulars of the nature of the purpose, the manner in which the purpose was allegedly formulated and by whom;

(ii) particulars of the allegation in paragraph 15 of the Statement of Claim that Andre was “instrumental in developing the amendment” and that he is responsible in his personal capacity and as a representative of the Crown, including particulars of the act or acts for which Andre is allegedly liable and the basis upon which he is alleged to be liable;

(iii) particulars of the “improper and malicious purpose” referred to in paragraph 16 of the Statement of Claim which is alleged to have motivated the Cabinet of the Government of Canada to “pass” the Amendment, including particulars of the nature of the purpose, the manner in which the purpose was allegedly formulated and by whom;

(iv) particulars of the allegation in paragraph 16 of the Statement of Claim that Mulroney, Andre and Lewis are “responsible in their personal capacities and as representatives of the Crown” for the passing of the Amendment by the Federal Cabinet, including particulars of the act or acts relied upon in support of this allegation and the basis upon which the Defendants are alleged to be liable; and

(v) particulars of the claims in paragraph 22(a) of the Statement of Claim, including particulars of which defendants the various claims are asserted against and on what basis;

(d) this costs of this motion, and of the action; and

(e) such further and other relief as to this Honourable Court may seem just.

The grounds of the motion on behalf of Mulroney, Andre and Lewis, as stated in the notice of motion, are:

(a) the Federal Court of Canada has no jurisdiction in respect of the claims asserted in this action against Mulroney, Andre and Lewis;

Reine), le procureur général du Canada (le procureur général), Norman Inkster (Inkster) et André Potvin (Potvin). Outre l’ordonnance portant radiation en application de la Règle 419 des *Règles de la Cour fédérale* [C.R.C., chap. 663], les défendeurs Mulroney, Andre et Lewis concluent encore à ce qui suit:

a [TRADUCTION] b) subsidiairement à a) ci-dessus, ordonnance portant suspension définitive de cette action, en application de l’article 50 de la *Loi sur la Cour fédérale*;

b c) subsidiairement à a) et b) ci-dessus, ordonnance obligeant, en application de la règle 415 des *Règles de la Cour fédérale*, le demandeur à produire des détails sur les allégations suivantes de la déclaration:

c (i) détails sur le «dessein illégitime et malveillant» mentionné au paragraphe 15 de la déclaration, et qui aurait poussé le Bureau de régie interne à soumettre le règlement à l’adoption du Cabinet du gouvernement du Canada, y compris les détails sur la nature de ce dessein, sur la manière dont il aurait été formé et sur ceux qui l’auraient formé;

d (ii) détails relatifs à l’allégation du paragraphe 15 de la déclaration, selon laquelle Andre a «contribué à la formulation de la modification» et qu’il est responsable à titre personnel et en sa qualité de représentant de la Couronne, y compris les détails relatifs à l’acte ou aux actes dont Andre serait responsable ainsi que le fondement de cette responsabilité;

e (iii) détails sur le «dessein illégitime et malveillant» mentionné au paragraphe 16 de la déclaration, et qui aurait poussé le Cabinet du gouvernement du Canada à «prendre» le règlement, y compris les détails sur la nature de ce dessein, sur la manière dont il aurait été formé et sur ceux qui l’auraient formé;

f (iv) détails relatifs à l’allégation du paragraphe 16 de la déclaration, selon laquelle Mulroney, Andre et Lewis sont «responsables à titre personnel et en leur qualité de représentants de la Couronne» de l’adoption du règlement par le Cabinet fédéral, y compris les détails relatifs à l’acte ou aux actes invoqués à l’appui de cette allégation et le fondement de la responsabilité supposée des défendeurs;

g (v) détails relatifs aux chefs de demande figurant à l’alinéa 22a) de la déclaration, dont l’identité des défendeurs respectivement visés et le fondement de ces divers chefs de demande;

d) dépens de la requête ainsi que de l’action principale;

e) toute autre réparation que la Cour estime indiquée.

i Les motifs de la requête introduite pour le compte de Mulroney, Andre et Lewis, tels qu’ils figurent sur l’avis de requête, sont les suivants:

j [TRADUCTION] a) la Cour fédérale du Canada n’a pas compétence pour connaître des chefs de demande portés dans cette action contre Mulroney, Andre et Lewis;

(b) the Statement of Claim discloses no reasonable cause of action against Mulroney, Andre and Lewis;

(c) the allegations in the Statement of Claim made against Mulroney, Andre and Lewis are scandalous, frivolous or vexatious, or are otherwise an abuse of the process of this Court;

(d) the plaintiff has failed to plead the material facts upon which he relies in support of the allegations referred to in paragraphs (c)(i), (ii), (iii) and (iv) above, and in the absence of the requested particulars the Defendants Mulroney, Andre and Lewis cannot plead intelligently in this action; and

(e) such further and other grounds as counsel may advise and this Honourable Court may permit.

The grounds of the motion on behalf of the Queen, the Attorney General, Inkster and Potvin as stated in the notice of motion are:

(a) The Federal Court of Canada has no jurisdiction pursuant to section 17 of the *Federal Court Act* in respect of a claim founded in tort against the said Norm Inkster for breach of constitutional rights, wrongful arrest, abuse of process and breach of statutory duty, or malicious prosecution;

(b) The Federal Court of Canada has no jurisdiction pursuant to section 17 of the *Federal Court Act* in respect of a claim founded in tort against the said André Potvin for breach of constitutional rights, wrongful arrest, abuse of process and breach of statutory duty, or malicious prosecution;

(c) The Federal Court of Canada has no jurisdiction pursuant to section 17 of the *Federal Court Act* in respect of a claim founded in tort against the Attorney General of Canada, in her personal capacity, for breach of constitutional rights, breach of statutory duty, abuse of process, wrongful arrest, false imprisonment, and malicious prosecution;

(d) The Statement of Claim is otherwise scandalous, frivolous and vexatious, may prejudice, embarrass or delay the fair trial of the action and is an abuse of the process of the Court, and ought to be struck out pursuant to subrules 419(1)(c), (d) & (f) of the *Federal Court Rules*.

The events leading up to the present proceeding can best be summarized as follows:

(a) March 1, 1990 Amendment [SOR/90-155] to the *Public Works Nuisances Regulations* [C.R.C., c. 1365], pursuant to the *Public Works Act*, R.S.C., 1985, c. P-38.

b) la déclaration ne révèle aucune cause raisonnable d'action contre Mulroney, Andre et Lewis;

c) les allégations faites dans la déclaration contre Mulroney, Andre et Lewis sont scandaleuses, futiles ou vexatoires, ou constituent par ailleurs un emploi abusif des procédures de la Cour;

d) le demandeur n'a pas fait valoir les faits sur lesquels il fonde les allégations visées aux alinéas c)(i), (ii), (iii) et (iv) ci-dessus, et faute des détails demandés, les défendeurs Mulroney, Andre et Lewis ne peuvent défendre intelligemment à cette action; et

e) tout autre motif que l'avocat des défendeurs pourra présenter et que la Cour jugera recevable.

Les motifs de la requête introduite pour le compte de la Reine, du procureur général, d'Inkster et de Potvin, tels qu'ils figurent à l'avis de requête, sont les suivants:

[TRADUCTION] a) La Cour fédérale du Canada n'a pas, sous le régime de l'article 17 de la *Loi sur la Cour fédérale*, compétence pour connaître de l'action en responsabilité délictuelle intentée contre ledit Norm Inkster pour atteinte à des droits constitutionnels, arrestation illégale, emploi abusif des procédures et manquement à une obligation légale, ou poursuite malveillante;

b) La Cour fédérale du Canada n'a pas, sous le régime de l'article 17 de la *Loi sur la Cour fédérale*, compétence pour connaître de l'action en responsabilité délictuelle intentée contre ledit André Potvin pour atteinte à des droits constitutionnels, arrestation illégale, emploi abusif des procédures et manquement à une obligation légale, ou poursuite malveillante;

c) La Cour fédérale du Canada n'a pas, sous le régime de l'article 17 de la *Loi sur la Cour fédérale*, compétence pour connaître de l'action en responsabilité délictuelle intentée contre le procureur général du Canada à titre personnel, pour atteinte à des droits constitutionnels, manquement à une obligation légale, emploi abusif des procédures, arrestation illégale, séquestration, et poursuite malveillante;

d) La déclaration est par ailleurs scandaleuse, futile et vexatoire; elle peut causer préjudice, gêner ou retarder l'instruction équitable de l'action, et constitue un emploi abusif des procédures de la Cour; elle devrait être radiée en application des alinéas (1)c), d) et f) de la règle 419 des *Règles de la Cour fédérale*.

Voici en résumé la chronologie des faits qui ont abouti à ce stade de la procédure:

(a) 1^{er} mars 1990 Modification [DORS/90-155] du *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* [C.R.C., chap. 1365], pris pour l'application de la *Loi sur les travaux publics*, L.R.C. (1985), chap. P-38.

- | | | |
|---|---|--|
| <p>(b) March 19, 1990 Plaintiff arrested while demonstrating on the sidewalk across from the Central Block of Parliament Hill allegedly in contravention of the new amendment. He is detained in custody.</p> <p>(c) March 23, 1990 Plaintiff's show cause hearing. Plaintiff is released from custody on the basis of the unreasonableness of his detention.</p> <p>(d) June 27, 1990 Plaintiff files first statement of claim.</p> <p>(e) September 14, 1990 The Crown stays the proceedings against the plaintiff on the nuisance charges.</p> <p>(f) October 10, 1990 The defendants file notices of motion to strike the statement of claim.</p> <p>(g) October 17, 1990 Hearing before Dubé J.—Leave is given to plaintiff to amend his statement of claim. The motions are adjourned.</p> <p>(h) December 20, 1990 The plaintiff files his second amended statement of claim. Jim Hawkes and John Fraser are no longer listed as defendants.</p> | <p><i>a</i></p> <p><i>b</i></p> <p><i>c</i></p> <p><i>d</i></p> | <p>(b) 19 mars 1990 Le demandeur est arrêté pour avoir manifesté sur le trottoir faisant face à l'édifice du Centre de la Colline parlementaire, contrevenant de ce fait au règlement modifié. Il est incarcéré.</p> <p>(c) 23 mars 1990 Audience de justification à l'issue de laquelle le demandeur est libéré par ce motif que sa détention était déraisonnable.</p> <p>(d) 27 juin 1990 Le demandeur dépose sa première déclaration.</p> <p>(e) 14 septembre 1990 La Couronne suspend la poursuite intentée contre le demandeur pour nuisance.</p> <p>(f) 10 octobre 1990 Les défendeurs déposent les avis de requête en radiation de la déclaration.</p> <p>(g) 17 octobre 1990 Audience présidée par le juge Dubé—Le demandeur est autorisé à modifier sa déclaration. Les requêtes sont ajournées.</p> <p>(h) 20 décembre 1990 Le demandeur dépose sa deuxième déclaration modifiée. Jim Hawkes et John Fraser ne sont plus cités comme défendeurs.</p> |
|---|---|--|

The following are the defendants involved in the present proceedings:

- (a) Her Majesty the Queen
- (b) The Attorney General of Canada
- (c) Norm Inkster: Commissioner of the RCMP.
- (d) André Potvin: Member of the RCMP in charge of the arrest of the plaintiff and the swearing of the information against the plaintiff.

The above four defendants are represented by Barbara McIsaac, Q.C. of the Department of Justice.

- (e) Brian Mulroney: Prime Minister of Canada and was a member of the Federal Cabinet at the time that the Order in Council amending the Regulations was passed.
- (f) Harvie Andre: was a member of the Federal Cabinet at the time that the Order in Council amending the Regulations was passed.
- (g) Doug Lewis: at the time Minister of Justice, a member of the Federal Cabinet at the time that the Order in Council amending the Regulations was passed.

e Voici en cet état de la cause les défendeurs en l'espèce:

- (a) Sa Majesté la Reine
- (b) Le procureur général du Canada
- (c) Norm Inkster, commissaire de la GRC
- (d) André Potvin, agent de la GRC chargé de l'arrestation du demandeur et du dépôt de la dénonciation faite sous serment contre ce dernier.

Les quatre défendeurs ci-dessus sont représentés par Barbara McIsaac, c.r. du ministère de la Justice.

- (e) Brian Mulroney, premier ministre du Canada et membre du Cabinet fédéral à la date du décret en conseil portant modification du règlement.
- (f) Harvie Andre, membre du Cabinet fédéral à la date du décret en conseil portant modification du règlement.
- (g) Doug Lewis, ministre de la Justice à l'époque, et membre du Cabinet fédéral à la date du décret en conseil portant modification du règlement.

The last three defendants are represented by H. Lorne Morphy, Q.C. of Tory, Tory, DesLauriers & Binnington.

The plaintiff's second amended statement of claim may be summarized as follows:

(a) That the amendment to the *Public Works Nuisances Regulations* was made for an improper and malicious purpose, that is, specifically to infringe the plaintiff's Charter rights.

(b) That the amendment to the *Public Works Nuisances Regulations* constitutes a breach of statutory authority by Mulrone, Andre and Lewis, who are responsible in their personal capacities and as representatives of the Crown.

(c) That the Regulation as amended and arrest and detention contravenes the plaintiff's constitutional rights pursuant to sections 2, 7, 9, 12 and 15 of the Charter and as recognized in paragraphs 1(a), 1(b), 1(d), 1(e), 2(a), 2(b) of the *Canadian Bill of Rights*.

(d) That the plaintiff's arrest, detention and prosecution were carried out for a malicious and improper purpose and that the said arrest was cruel and unusual given the nature of his offence.

The Regulation, as amended, prohibits demonstrations or loud disruptive noises within a radius of 50 metres from any entrance to the East Block, the Centre Block and the West Block on Parliament Hill from Monday to Friday. Anyone who contravenes the relevant provisions of the Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding \$400.

10.1 (1) Subject to subsection (2), no person shall engage in any of the following activities, within a radius of 50 metres from any entrance to the East Block, the Centre Block and the West Block on Parliament Hill, Monday to Friday, except holidays:

(a) making any loud disruptive noise;

(b) demonstrating, alone or with other persons, with or without a sign, or participating in any demonstration; or

Ces trois derniers défendeurs sont représentés par H. Lorne Morphy, c.r. de l'étude Tory, Tory, DesLauriers & Binnington.

La deuxième déclaration modifiée du demandeur peut se résumer comme suit:

[TRADUCTION] (a) La modification du *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* a été faite dans un dessein illégitime et malveillant, savoir porter atteinte tout particulièrement aux droits du demandeur, que garantit la Charte.

(b) La modification du *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* constitue un abus des pouvoirs légaux, de la part de Mulrone, Andre et Lewis, qui sont responsables à titre personnel et en leur qualité de représentants de la Couronne.

(c) Le règlement tel qu'il a été modifié, l'arrestation et la détention du demandeur portent atteinte aux droits constitutionnels de celui-ci, que garantissent les articles 2, 7, 9, 12 et 15 de la Charte et tels que les reconnaissent les alinéas 1a), 1b), 1d), 1e), 2a) et 2b) de la *Déclaration canadienne des droits*.

(d) L'arrestation et la détention du demandeur ainsi que les poursuites engagées contre lui ont été faites dans un dessein illégitime et malveillant, et ladite arrestation était une mesure cruelle et inusitée par rapport à la transgression.

Le Règlement en cause, tel qu'il a été modifié, interdit, du lundi au vendredi, les manifestations et les bruits distrayants forts dans un rayon de 50 mètres de n'importe quelle porte de l'édifice de l'Est, de l'édifice du Centre et de l'édifice de l'Ouest de la Colline parlementaire. Quiconque contrevient aux dispositions applicables de la Loi commet une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende n'excédant pas 400 dollars.

10.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), il est interdit à quiconque de s'adonner, dans un rayon de 50 mètres d'une porte de l'édifice de l'Est, de l'édifice du Centre et de l'édifice de l'Ouest de la Colline parlementaire, aux actes suivants, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés:

a) produire des bruits distrayants forts;

b) manifester, seul ou avec d'autres personnes, en portant ou non une pancarte, ou participer à une manifestation;

(c) distributing any literature or document.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of the central sidewalk on Parliament Hill or to the east and west lawns immediately adjacent to the central sidewalk.

11. (1) Every person who contravenes any provision of section 2, 3, 4, 5, 7 or 10.1 is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding \$400.

(2) Any person who fails to forthwith remove his personal property from and quit a public work after receiving a notice referred to in subsection 8(1) or who resumes an activity in respect of which he has received a notice referred to in subsection 8(1) or (2) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding \$400.

Plaintiff alleges in his second amended statement of claim that shortly after his arrest, the defendant Potvin was directed to refrain from enforcing the order in council.

In his conclusions, plaintiff claims:

(a) As against the Queen and Attorney General, for breach of constitutional rights, breach of statutory duty, abuse of process, wrongful arrest, false imprisonment, and malicious prosecution:

- i) a declaration that the Public [Works] Nuisances Regulations, C.R.C. c. 1365, paragraph 9 is of no force and effect in that it contravenes section 2 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms;
- ii) general damages in the amount of \$49,000.00;
- iii) punitive or exemplary damages in an amount deemed appropriate by this Honourable Court;
- (iv) special damages in an amount to be determined;
- (v) pre- and post-judgment interest on the above claim for damages;
- (vi) costs of this action;
- (vii) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

(b) As against the Defendants Inkster and Potvin, for breach of constitutional rights, wrongful arrest, abuse of process and breach of statutory duty, malicious prosecution:

- (i) general damages in the amount of \$49,000.00;
- (ii) punitive or exemplary damages in an amount deemed appropriate by this Honourable Court;
- (iii) special damages in an amount to be determined;
- (iv) pre- and post-judgment interest on the above claim for damages;
- (v) costs of this action;
- (vi) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

c) distribuer toute publication ou tout document.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au trottoir central de la Colline parlementaire ni aux parterres est et ouest adjacents à ce trottoir central.

11. (1) Quiconque contrevient aux articles 2, 3, 4, 5, 7 ou 10.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 400 \$.

(2) Quiconque omet d'enlever ses effets personnels et de quitter un ouvrage public immédiatement après avoir reçu l'avis mentionné au paragraphe 8(1) ou reprend l'activité faisant l'objet de l'avis mentionné aux paragraphes 8(1) ou (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 400 \$.

Le demandeur prétend dans sa deuxième déclaration modifiée que peu de temps après son arrestation, le défendeur Potvin a reçu l'ordre de ne pas exécuter le décret en conseil.

Le demandeur conclut aux réparations suivantes:

[TRADUCTION] (a) Contre la Reine et le procureur général, pour atteinte à des droits constitutionnels, manquement à une obligation légale, emploi illégitime des procédures, arrestation illégale, séquestration et poursuite malveillante:

- (i) jugement déclarant que le Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics, C.R.C., chap. 1365, paragraphe 9, est nul et non avenu du fait qu'il va à l'encontre de l'article 2 de la Charte canadienne des droits et libertés;
- (ii) dommages-intérêts généraux d'un montant de 49 000 \$;
- (iii) dommages-intérêts punitifs ou exemplaires d'un montant que la Cour jugera indiqué;
- (iv) dommages-intérêts spéciaux d'un montant à déterminer;
- (v) intérêts courus avant et après jugement sur le montant des dommages-intérêts ci-dessus;
- (vi) dépens de l'action;
- (vii) toute autre réparation que la Cour estimera juste.

(b) Contre les défendeurs Inkster et Potvin, pour atteinte à des droits constitutionnels, arrestation illégale, emploi abusif des procédures et manquement à une obligation légale, poursuite malveillante:

- (i) dommages-intérêts généraux d'un montant de 49 000 \$;
- (ii) dommages-intérêts punitifs ou exemplaires d'un montant que la Cour jugera indiqué;
- (iii) dommages-intérêts spéciaux d'un montant à déterminer;
- (iv) intérêts courus avant et après jugement sur le montant des dommages-intérêts ci-dessus;
- (v) dépens de l'action;
- (vi) toute autre réparation que la Cour estimera juste.

(c) As against the Defendants Mulrone, Andre and Lewis for breach of constitutional rights, breach of statutory duty and abuse of process:

- i) general damages in the amount of \$49,000.00;
- ii) punitive or exemplary damages in an amount deemed appropriate by this Honourable Court; ^a
- iii) special damages in an amount to be determined;
- (iv) pre- and post-judgment interest on the above claim for damages; ^b
- (v) costs of this action;
- (vi) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

Counsel for Inkster, Potvin, the Queen and the Attorney General makes the following submissions:

(a) Norman Inkster—Commissioner of the RCMP—directing mind behind arrest of plaintiff ^d

It appears that Inkster is being sued because of his position as Commissioner of the RCMP. She submits that the Chief or Commissioner of a police force is not, at common law, vicariously responsible for the acts of members of that police force. It is submitted that such liability arises from statute only as section 24 of the Ontario *Police Act*, R.S.O. 1980, c. 381. Counsel's submission is that there is no comparable provision in the *Royal Canadian Mounted Police Act*, R.S.C., 1985, c. R-10 as amended. ^e

(b) André Potvin—arresting officer and the swearing of the information against plaintiff ^g

It appears that Potvin is being sued for wrongful arrest, malicious prosecution and the related tort of false imprisonment. These are torts recognized at common law. There being no federal law with respect to any of these torts, the Federal Court lacks jurisdiction against individual servants of the Crown. ^h

The defendants claim that, in any event, the second amended statement of claim fails to plead any material facts which would give rise to an action in any one of these three torts. ^j

(c) Contre les défendeurs Mulrone, Andre et Lewis, pour atteinte à des droits constitutionnels, manquement à une obligation légale et emploi abusif des procédures:

- (i) dommages-intérêts généraux d'un montant de 49 000 \$;
- (ii) dommages-intérêts punitifs ou exemplaires d'un montant que la Cour jugera indiqué;
- (iii) dommages-intérêts spéciaux d'un montant à déterminer;
- (iv) intérêts courus avant et après jugement sur le montant des dommages-intérêts ci-dessus;
- (v) dépens de l'action;
- (vi) toute autre réparation que la Cour estimera juste.

L'avocate représentant Inkster, Potvin, la Reine et le procureur général fait valoir les arguments suivants:

(a) Norman Inkster, commissaire de la GRC, le cerveau derrière l'arrestation du demandeur ^d

Il appert que Inkster est poursuivi en sa qualité de commissaire de la GRC. En common law, le chef ou commissaire d'un service de police n'est pas responsable du fait des agents de ce service de police. Pareille responsabilité n'est prévue que par un seul texte de loi, l'article 24 de la *Loi sur la police* de l'Ontario, L.R.O. 1980, chap. 381. Aucune disposition comparable ne se trouve dans la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, L.R.C. (1985), chap. R-10, modifiée. ^e

(b) André Potvin, agent chargé de l'arrestation du demandeur et du dépôt de la dénonciation sous serment contre celui-ci ^g

Il appert que Potvin est poursuivi pour arrestation illégale, poursuite malveillante et délit civil connexe de séquestration, autant de délits civils reconnus en common law. Attendu que ces délits civils ne sont prévus dans aucune loi fédérale, la Cour fédérale n'a pas compétence pour connaître des actions en la matière, intentées à titre individuel contre des préposés de la Couronne. ⁱ

Les défendeurs soutiennent que de toute façon, la deuxième déclaration modifiée ne fait valoir aucun fait matériel qui pourrait donner lieu à une action portant sur l'un ou l'autre de ces trois délits civils. ^j

(c) Attorney General of Canada and Her Majesty the Queen

It is submitted that, even though the Federal Court of Canada does have the jurisdiction to entertain a claim seeking a declaration that the amendments to the *Public Works Nuisances Regulations* contravene various sections of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* [being Part I of the *Constitution Act, 1982*, Schedule B, *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 44]] the statement of claim does not sufficiently plead facts upon which the cause of action is based nor does it sufficiently state what cause of action is being advanced to allow the defendants to answer or to allow the Court to regulate the action.

Counsel further submits that the Federal Court does not have jurisdiction to hear a claim against the Attorney General in her personal capacity. If the plaintiff intends to sue the Attorney General in her official capacity, then it is redundant and confusing to add the Attorney General as a separate party; it is sufficient to sue Her Majesty the Queen.

The Crown is liable for the torts of her servants by virtue of section 3 of the *Crown Liability Act*, R.S.C., 1985, c. C-50, as amended. However, the Crown is only liable if the servant himself could, apart from the provisions of the *Crown Liability Act*, be found liable. It is submitted that the statement of claim fails to sufficiently delineate what torts are alleged to have been committed and by whom.

Counsel for Mulroney, Andre and Lewis make the following submissions:

(a) Jurisdiction of the Federal Court

It is submitted that since the plaintiff's claims against the defendants are framed in tort, that the law on which these claims are based is not a "law of Canada" within the meaning of section 101 of the *Constitution Act, 1867* [30 & 31 Vict., c. 3 (U.K.) (as am. by *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.), Schedule to the *Constitution Act, 1982*, Item 1) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 5]], such that the Federal Court has no jurisdiction in respect of these claims.

(c) Le procureur général du Canada et Sa Majesté la Reine

Les défendeurs soutiennent que, si la Cour fédérale a effectivement compétence pour connaître d'une action en jugement déclarant que les modifications apportées au *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* vont à l'encontre de divers articles de la *Charte canadienne des droits et libertés* [qui constitue la Partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B, *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, chap. 11 (R.-U.) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 44]] la déclaration ne présente pas un exposé suffisant des faits sur lesquels se fonde la cause d'action ni n'indique avec suffisamment de précision quelle cause d'action est invoquée, afin que les défendeurs puissent y répondre et que la Cour puisse se prononcer sur l'action.

Par ailleurs, la Cour fédérale n'a pas compétence pour connaître d'une action intentée à titre individuel contre le procureur général. Si le demandeur entend poursuivre le procureur général en sa qualité officielle, de citer cette dernière comme partie distincte est redondant et ne sert qu'à embrouiller les choses, car il suffirait de poursuivre Sa Majesté la Reine.

Selon l'article 3 de la *Loi sur la responsabilité de l'État*, L.R.C. (1985), chap. C-50, modifiée, la Couronne répond des délits civils commis par ses préposés, mais dans le cas seulement où leur responsabilité pourrait être constatée indépendamment des dispositions de cette Loi. Les défendeurs soutiennent que la déclaration n'explique pas suffisamment quels délits civils ont été commis et par qui ils ont été commis.

L'avocat représentant Mulroney, Andre et Lewis présente les arguments suivants:

(a) Compétence de la Cour fédérale

Puisque les chefs de demande portés contre les défendeurs invoquent des délits civils et que les principes juridiques sur lesquels ils sont fondés ne sont pas des «lois du Canada» au sens de l'article 101 de la *Loi constitutionnelle de 1867* [30 & 31 Vict., chap. 3 (R.-U.) (mod. par la *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, chap. 11 (R.-U.), annexe de la *Loi constitutionnelle de 1982*, n° 1) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 5]], la Cour fédérale n'a pas compétence en la matière.

i. Abuse of process

An action for abuse of process is maintainable against a party who attempts to use the processes of the Court for an improper purpose and who commits a definite act or threat in furtherance of such a purpose. The gist of this tort lies in the misuse of process, no matter how properly obtained, for any purpose other than that it was designed to serve. The personal liability, if any, of Mulroney, Andre and Lewis for the tort of abuse of process allegedly committed by them arises under the common law. That liability does not arise under the "laws of Canada" or under "federal law". This liability arises irrespective of the capacity in which they were acting at the time the tort was allegedly committed. This is so even if the plaintiff's claim involves the application or construction of a federal statute. The plaintiff's claim against Mulroney, Andre and Lewis does not flow from the *Public Works Nuisances Regulations* themselves, but from tort law i.e. the general principles of common law. It is therefore submitted that the Federal Court lacks jurisdiction to entertain the claim against these defendants.

ii. Breach of statutory duty

The plaintiff has not pleaded the statute or statutory duty which he maintains has been breached. The Federal Court does not have jurisdiction to entertain plaintiff's claim for damages against Mulroney, Andre and Lewis for "breach of statutory duty". There is no nominate tort in Canada of breach of statutory duty.

iii. Breach of constitutional rights

It is submitted that the provisions of the Charter upon which the plaintiff's claim is founded are not "laws of Canada" within the meaning of section 101 of the *Constitution Act, 1867*, such that the Federal Court lacks jurisdiction to entertain this claim.

(b) No reasonable cause of action

i. Abuse of process

There is no allegation that these defendants misused the legal process in any way or took any steps to do so. There is no suggestion that the defendants

i. Emploi abusif des procédures

L'action en emploi abusif des procédures peut être intentée contre une partie qui tente d'user des procédures de la Cour dans un dessein illégitime, lequel se traduit par un acte ou une menace déterminée. Ce délit réside essentiellement dans l'abus des procédures, peu importe qu'elles aient été régulièrement engagées, à une fin autre que celles pour lesquelles elles ont été prévues. La responsabilité personnelle, si responsabilité il y a, de Mulroney, Andre et Lewis, à l'égard du délit civil d'emploi abusif des procédures qui leur est reproché, a sa source dans la common law. Cette responsabilité n'a pas sa source dans les «lois du Canada» ou dans le «droit fédéral». Elle se produit quelle que soit leur qualité au moment où le délit civil aurait été commis. Il en est ainsi même si les chefs de demande portent sur l'application ou l'interprétation d'une loi fédérale. L'action du demandeur contre Mulroney, Andre et Lewis ne découle pas du *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* lui-même, mais du droit des délits civils, c'est-à-dire des principes généraux de common law. Il s'ensuit que la Cour fédérale n'a pas compétence pour connaître de l'action contre ces défendeurs.

ii. Manquement à une obligation légale

Le demandeur ne dit pas quelle loi ou obligation légale a été enfreinte en l'espèce. La Cour fédérale n'a pas compétence pour connaître de l'action en dommages-intérêts du demandeur contre Mulroney, Andre et Lewis pour cause de «manquement à une obligation légale». Le délit civil de manquement à une obligation légale, tel qu'il est invoqué, est inconnu au Canada.

iii. Atteinte à des droits constitutionnels

Les dispositions de la Charte invoquées à l'appui de l'action du demandeur ne sont pas des «lois du Canada» au sens de l'article 101 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, ce qui fait que la Cour fédérale n'a pas compétence en la matière.

(b) Absence de cause raisonnable d'action

i. Emploi abusif des procédures

Il n'est dit nulle part que ces défendeurs ont abusé ou tenté d'abuser des procédures légales de quelque façon que ce soit. Le demandeur ne prétend pas que

Mulroney, Andre and Lewis played any part in the arrest, imprisonment or prosecution of the plaintiff. The plaintiff simply alleges that Mulroney, Andre and Lewis were members of the Federal Cabinet at the time the amendment was passed. There is no suggestion in the second amended statement of claim that Mulroney, Andre or Lewis played any role in developing, sponsoring or promulgating the amendment to the Regulations, or in causing the amendment to be passed by Cabinet.

ii. Breach of constitutional rights

There is no allegation that these defendants infringed the plaintiff's constitutional rights. There is no basis in law upon which these defendants could be held personally responsible for the actions of bodies of which they are a part (i.e. Cabinet).

According to counsel, the *Canadian Bill of Rights* [R.S.C., 1985, Appendix III] does not confer upon an individual a cause of action in damages.

Plaintiff Glen Kealey

The submissions of counsel for the plaintiff may be summarized as follows: provided that the pleadings disclose a cause of action founded in law, novelty of the cause of action is of no concern. Counsel submits that the causes of action claimed are founded in law. The threshold for allowing a motion to strike is very high; there must be no scintilla of a cause of action for a court to strike a claim without leave to amend.

The causes of action claimed to be founded in law are:

- (a) Breach of statutory duty—abuse of process
- (b) Wrongful or false arrest
- (c) False imprisonment
- (d) Malicious prosecution.

With regard to the issue of jurisdiction, counsel for plaintiff submits that a claim will only be struck where it is plain and obvious the claim cannot suc-

les défendeurs Mulroney, Andre et Lewis aient joué quelque rôle que ce soit dans son arrestation, sa détention ou la poursuite engagée contre lui, mais fait valoir simplement qu'ils faisaient partie du Cabinet fédéral lors de l'adoption des modifications apportées au Règlement. Il n'est dit nulle part dans la deuxième déclaration modifiée que Mulroney, Andre et Lewis ont joué quelque rôle que ce soit dans la formulation, la promotion ou la promulgation des modifications apportées au Règlement, ou dans le fait que le Cabinet a adopté ces dernières.

ii. Atteinte à des droits constitutionnels

Il n'est dit nulle part que ces défendeurs ont porté atteinte aux droits constitutionnels du demandeur. Il n'existe aucune règle de droit par application de laquelle ces défendeurs pourraient être tenus responsables des actions des organismes dont ils font partie (c'est-à-dire le Cabinet).

La *Déclaration canadienne des droits* [L.R.C. (1985), appendice III] ne prévoit pas la possibilité pour un individu de faire valoir une cause d'action en dommages-intérêts.

L'argumentation du demandeur Glen Kealey

L'argumentation de l'avocat du demandeur peut se résumer comme suit: pourvu que les plaidoiries fassent ressortir une cause d'action fondée en droit, la nouveauté de cette cause d'action ne présente aucune importance. Les causes d'action invoquées en l'espèce sont fondées en droit. Le critère par lequel la Cour peut faire droit à une requête en radiation est très rigoureux; ce n'est qu'en cas d'absence totale de cause d'action que la Cour radie une demande sans accorder l'autorisation de la modifier.

Les causes d'action que le demandeur prétend fondées en droit en l'espèce sont les suivantes:

- (a) Manquement à une obligation légale—emploi abusif des procédures
- (b) Arrestation illégale ou arbitraire
- (c) Séquestration
- (d) Poursuite malveillante.

En ce qui concerne la question de compétence, l'avocat de demandeur soutient qu'une demande n'est radiée que s'il est évident qu'elle achoppera

ceed on that basis. Counsel submits the Federal Court, Trial Division has concurrent jurisdiction in proceedings in which relief is sought against any person for anything done or omitted to be done in the performance of his duties as an officer or servant of the Crown (*Federal Court Act* [R.S.C., 1985, c. F-7], paragraph 17(5)(b)). Counsel argues that the definition of “servant” found in the *Crown Liability Act*, paragraph 3(a)* and other federal legislation covers all defendants. Counsel further argues that where a federal law impinges to such an extent that it is essential to the disposition of the case, a “detailed statutory framework” is created. Where that statute is federal, the Federal Court of Canada has jurisdiction over the action. The “detailed statutory framework” is the source of the plaintiff’s right to sue. Where a right to sue is not explicitly provided for within a federal statute, but the subject-matter is so integrally connected to the matter over which the Federal Court has jurisdiction, the law is within the jurisdiction of the Federal Court.

Plaintiff’s counsel submits that the “existing and applicable Federal law” required may be federal common law. He also cites a case in which he states that the *Public Works Nuisances Regulations* have previously been accepted within the jurisdiction of the Federal Court (*Weisfeld v. Canada*, [1990] 1 F.C. 367 (T.D.)).

Jurisdiction

I am satisfied that the Federal Court of Canada has jurisdiction over the Queen as defendant in this action and over the matters raised in general terms; a challenge to the legitimacy of the application of a

* Editor’s note: Section 2 and paragraph 3(a) of the *Crown Liability Act* provide:

2. In this Act,

“servant” includes agent, but does not include any person appointed or employed by or under the authority of an ordinance of the Yukon Territory or the Northwest Territories;

3. The Crown is liable in tort for the damages for which, if it were a private person of full age and capacity, it would be liable

(a) in respect of a tort committed by a servant of the Crown; . . .

inévitablement sur cette question. La Section de première instance de la Cour fédérale, fait-il valoir, a compétence concurrente dans les actions en réparation intentées contre un fonctionnaire ou préposé de la Couronne pour des faits—actes ou omissions—survenus dans le cadre de ses fonctions (*Loi sur la Cour fédérale* [L.R.C. (1985), chap. F-7], alinéa 17(5)(b)). Or la définition de «préposé» qui se trouve dans la *Loi sur la responsabilité de l’État*, alinéa 3a)* et dans d’autres lois fédérales embrasse tous les défendeurs en l’espèce. Lorsque les répercussions d’une loi fédérale sont telles qu’elle est indispensable pour la solution d’une affaire, il y a création d’un «cadre législatif détaillé». Lorsque cette loi est une loi fédérale, la Cour fédérale du Canada a compétence en la matière. Ce «cadre législatif détaillé» est la source du droit d’action du demandeur. Dans le cas où le droit d’action n’est pas expressément prévu par une loi fédérale, mais où l’objet en est intimement lié à la question relevant de la compétence de la Cour fédérale, celle-ci a compétence.

L’avocat du demandeur soutient que le «droit fédéral en vigueur» dont l’existence est requise peut être la common law fédérale. Il cite un précédent qui, dit-il, a reconnu la compétence de la Cour fédérale à l’égard du *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* (*Weisfeld c. Canada*, [1990] 1 C.F. 367 (1^{re} inst.)).

Compétence

Je conclus que la Cour fédérale du Canada a compétence à l’égard de la Reine en sa qualité de défenderesse dans cette action, et sur les points litigieux invoqués en termes généraux, savoir la contestation

* Note de l’arrêtiste: L’article 2 et le paragraphe 3a) de la *Loi sur la responsabilité de l’État* portent:

2. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«préposés» Sont assimilés aux préposés les mandataires. La présente définition exclut les personnes nommées ou engagées sous le régime d’une ordonnance du territoire du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest.

3. En matière de responsabilité civile délictuelle, l’État est assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour:

a) les délits civils commis par ses préposés; . . .

section of the *Public Works Nuisances Regulations*. I am also satisfied that the Federal Court of Canada does not have jurisdiction over the other defendants named, that is, Inkster, Potvin, Mulrone, Andre, Lewis, and the Attorney General in this case. I am also satisfied that plaintiff's claims for damages for breach of statutory duty and breach of constitutional right must be struck out.

The case of *Weisfeld v. Canada (supra)* ensures that the Federal Court, Trial Division has jurisdiction over the matter raised in the case before me. Between 1983 and 1985, Mr. Weisfeld established a peace camp on Parliament Hill to protest the Canadian Government's cruise missile policy. In 1985, the RCMP removed Mr. Weisfeld's peace camp from Parliament Hill in accordance with subsection 6(2) [as enacted by SOR/85-370, s. 1] of the *Public Works Nuisances Regulations*. The Court heard the case on the merits. Although the Court's jurisdiction was not challenged, I am satisfied that the Federal Court had jurisdiction as the *Public Works Nuisances Regulations* is a federal law which is essential to the disposition of the case.

The Federal Court can assert jurisdiction over claims if three essential conditions are met. These conditions were enunciated by Mr. Justice McIntyre in the case of *ITO—International Terminal Operators Ltd. v. Miida Electronics Inc. et al.*, [1986] 1 S.C.R. 752, at page 766:

... the essential requirements to support a finding of jurisdiction in the Federal Court were established. They are:

1. There must be a statutory grant of jurisdiction by the federal Parliament.
2. There must be an existing body of federal law which is essential to the disposition of the case and which nourishes the statutory grant of jurisdiction.
3. The law on which the case is based must be "a law of Canada" as the phrase is used in s. 101 of the *Constitution Act, 1867*.

It thus becomes necessary to apply the above three-part test to each defendant or group of defendants.

de la légitimité de l'application d'un article du *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics*. Je conclus aussi que la Cour fédérale du Canada n'a pas compétence à l'égard des autres défendeurs cités en l'espèce, savoir Inkster, Potvin, Mulrone, Andre, Lewis et le procureur général. Je conclus par ailleurs que les conclusions du demandeur aux dommages-intérêts pour manquement à une obligation légale et atteinte à des droits constitutionnels ne sont pas recevables.

La décision *Weisfeld c. Canada* (précitée) confirme la compétence de la Section de première instance de la Cour fédérale sur l'affaire en instance. Entre 1983 et 1985, M. Weisfeld dressa un camp de la paix sur la Colline parlementaire pour protester contre la politique du gouvernement canadien en matière de missiles de croisière. En 1985, la GRC débarrassa la Colline parlementaire du camp de la paix de M. Weisfeld conformément au paragraphe 6(2) [édicte par DORS/85-370, art. 1] du *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics*. L'affaire fut jugée au fond. Bien que la compétence de la Cour ne fût pas contestée dans cette affaire, je suis convaincu que la Cour fédérale avait compétence, le *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* étant une loi fédérale essentielle pour la solution de l'affaire.

La Cour fédérale peut exercer sa compétence lorsque trois conditions essentielles sont réunies. Ces conditions ont été définies par le juge McIntyre dans l'affaire *ITO—International Terminal Operators Ltd. c. Miida Electronics Inc. et autre*, [1986] 1 R.C.S. 752, à la page 766:

... on a établi les conditions essentielles pour pouvoir conclure à la compétence de la Cour fédérale. Ces conditions sont les suivantes:

1. Il doit y avoir attribution de compétence par une loi du Parlement fédéral.
2. Il doit exister un ensemble de règles de droit fédérales qui soit essentiel à la solution du litige et constitue le fondement de l'attribution légale de compétence.
3. La loi invoquée dans l'affaire doit être «une loi du Canada» au sens où cette expression est employée à l'art. 101 de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

Il faut donc appliquer le triple critère ci-dessus à chacun des défendeurs ou groupes de défendeurs en l'espèce.

(a) There must be a statutory grant of jurisdiction by the federal Parliament.

The Queen

Subsection 17(1) and paragraph 17(5)(b) of the *Federal Court Act* and paragraph 3(a) of the *Crown Liability Act* form a “statutory grant of jurisdiction” of the Federal Court over “the Crown” (Her Majesty the Queen) and against any of the defendants who were acting as “an officer or servant of the Crown”.

Federal Court Act

17. (1) The Trial Division has original jurisdiction in all cases where relief is claimed against the Crown

(5) The Trial Division has concurrent original jurisdiction

(b) in proceedings in which relief is sought against any person for anything done or omitted to be done in the performance of his duties as an officer or servant of the Crown.

Crown Liability Act

3. The Crown is liable in tort for the damages for which, if it were a private person of full age and capacity, it would be liable

(a) in respect of a tort committed by a servant of the Crown; or

I am therefore satisfied that there exists a statutory grant of jurisdiction by the federal Parliament over the Crown (Queen). I am satisfied that the Queen (Crown) may be liable in tort if a servant of the Crown committed a tort by virtue of section 3 of the *Crown Liability Act*. I am also satisfied that the Federal Court has jurisdiction over the Queen even if, in a given case, it does not have jurisdiction over the Queen’s servants who committed the tort.

Counsel for plaintiff submits that the definition of “servant” found in the *Crown Liability Act* covers all the defendants. With respect, I do not agree with the submission. Counsel submits as authority for this submission the *Royal Canadian Mounted Police Act*, R.S.C., 1985, c. R-10, sections 1, 3, 5 [as am. by R.S.C., 1985 (2nd Supp.), c. 8, s. 2] and 53 [as am. *idem*, s. 22]; the cases of *Pacific Western Airlines Ltd. v. R.*, [1979] 2 F.C. 476 (T.D.), affirmed [1980]

(a) Il doit y avoir attribution de compétence par une loi du Parlement fédéral.

La Reine

Le paragraphe 17(1) et l’alinéa 17(5)(b) de la *Loi sur la Cour fédérale* ainsi que l’alinéa 3a) de la *Loi sur la responsabilité de l’État* constituent une «attribution légale de compétence» à la Cour fédérale à l’égard de «la Couronne» (Sa Majesté la Reine) et de tous les défendeurs qui agissaient en qualité de «fonctionnaire ou préposé de la Couronne».

Loi sur la Cour fédérale

17. (1) La Section de première instance connaît, en première instance, de tous les cas de demande de réparation contre la Couronne

(5) La Section de première instance a compétence concurrente, en première instance, dans les actions en réparation intentées:

b) contre un fonctionnaire ou préposé de la Couronne pour des faits — actes ou omissions — survenus dans le cadre de ses fonctions.

Loi sur la responsabilité de l’État

3. En matière de responsabilité civile délictuelle, l’État est assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour:

a) les délits civils commis par ses préposés; . . .

Je conclus par conséquent qu’il y a en l’espèce attribution, par une loi du Parlement fédéral, de compétence à l’égard de la Couronne (la Reine). Je conclus que la Reine peut être tenue responsable si un préposé de la Couronne commet un délit civil au sens de l’article 3 de la *Loi sur la responsabilité de l’État*. Je conclus aussi que la Cour fédérale a compétence à l’égard de la Reine même si, dans un cas donné, elle n’a pas compétence sur les préposés de la Reine qui ont commis le délit civil.

Le demandeur soutient que la définition de «préposé» figurant dans la *Loi sur la responsabilité de l’État* embrasse tous les défendeurs. Je ne saurais accueillir cet argument, à l’appui duquel l’avocat du demandeur a cité la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, L.R.C. (1985), chap. R-10, articles 1, 3, 5 [mod. par L.R.C. (1985) (2^e suppl.), chap. 8, art. 2] et 53 [mod., *idem*, art. 22]; les décisions *Pacific Western Airlines Ltd. c. R.*, [1979] 2 C.F. 476 (1^{re} inst.)

1 F.C. 86 (C.A.) and *Stephens v. R.* (1982), 26 C.P.C. 1 (F.C.A.) and Peter Hogg, *The Liability of the Crown*, 2nd ed. Carswell, Toronto, 1989, at pages 141-142. In *Pacific Western Airlines Ltd. v. R.*, Mr. Justice Collier held that the Federal Court only had jurisdiction over the Queen, and that it did not have jurisdiction over claims in negligence and/or breach of contract against, *inter alia*, the Minister of Transport and "senior or responsible employees of the Department of Transport". However, in *obiter*, Mr. Justice Collier referred to the Minister of Transport and the "senior or responsible employees of the Department of Transport" as "servants of the Crown". Counsel for plaintiff would argue, by analogy that Lewis, Andre and Mulroney who are also ministers are therefore servants of the Crown. I am satisfied that the *Pacific Western Airlines* case is of no benefit to plaintiff. I believe the same applies with regard to the *Stephens* case (*supra*).

(b) There must be an existing body of federal law which is essential to the disposition of the case and which nourishes the statutory grant of jurisdiction

Plaintiff's position appears to be that the *Public Works Act* and the *Public Works Nuisances Regulations* form the "existing body of federal law which is essential to the disposition of the case and which nourishes the statutory grant of jurisdiction". I am satisfied that the *Public Works Act* and the *Public Works Nuisances Regulations* are essential to the disposition of this case because to deal with the claims of wrongful arrest and false imprisonment it will be important to determine whether the arresting officer acted in accordance with the Regulations. Neither the *Public Works Act* nor the *Public Works Nuisances Regulations* set out precise procedures for the charging of people under them, nor do they set out procedures for dealing with complaints by people so charged. The *Public Works Act* and the *Public Works Nuisances Regulations* do not contain a "detailed statutory framework" as was the case in *Rhine v. The Queen; Prytula v. The Queen*, [1980] 2 S.C.R. 442 cited by counsel for plaintiff.

confirmée [1980] 1 C.F. 86 (C.A.), et *Stephens c. R.* (1982), 26 C.P.C. 1 (C.A.F.), ainsi que Peter Hogg, *The Liability of the Crown*, 2^e éd. Carswell, Toronto, 1989, aux pages 141 et 142. Dans *Pacific Western Airlines Ltd. c. R.*, le juge Collier a conclu que la Cour fédérale n'avait compétence qu'à l'égard de la Reine, mais ne pouvait connaître des actions en faute ou en inexécution de contrat notamment contre le ministre des Transports et «certains hauts fonctionnaires du ministère des Transports». Dans une observation incidente cependant, le juge Collier voyait dans le ministre des Transports et «certains hauts fonctionnaires du ministère des Transports» des «préposés de la Couronne». L'avocat du demandeur semble soutenir par analogie que Lewis, Andre et Mulroney, qui sont aussi ministres, sont de ce fait des préposés de la Couronne. Je conclus que l'affaire *Pacific Western Airlines* n'est d'aucun secours pour le demandeur, et estime qu'il en est de même du précédent *Stephens* (précité).

(b) Il doit exister un ensemble de règles de droit fédérales qui soit essentiel à la solution du litige et constitue le fondement de l'attribution légale de compétence

Selon le demandeur, la *Loi sur les travaux publics* et le *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* constituent «l'ensemble de règles de droit fédérales qui est essentiel à la solution du litige et constitue le fondement de l'attribution légale de compétence». Je conclus que la *Loi sur les travaux publics* et le *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* sont essentiels pour la solution de l'espèce, attendu que pour instruire les chefs d'arrestation illégale et de séquestration, il faut examiner si l'agent chargé de l'arrestation a agi conformément au Règlement. Ni la *Loi sur les travaux publics* ni le *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* ne fixe la procédure pénale contre les personnes poursuivies sous leur régime, ni la procédure d'instruction des plaintes émanant de ces mêmes personnes. Ni la *Loi sur les travaux publics* ni le *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* n'offre un «cadre législatif détaillé» comme c'était le cas dans *Rhine c. La Reine; Prytula c. La Reine*, [1980] 2 R.C.S. 442, cité par l'avocat du demandeur.

In the *Rhine v. The Queen; Prytula v. The Queen* (*supra*) case, the Federal Court of Canada was held to have jurisdiction over questions involving the repayment of money advanced under the *Prairie Grain Advance Payments Act*, R.S.C. 1970, c. P-18 and the *Canada Student Loans Act*, R.S.C. 1970, c. S-17. Both these enactments contain “detailed statutory frameworks” for the making of advances or loans to persons and the recovery of them. Thus an action to recover such moneys is not merely a provincial common law action in contract, but is firmly grounded in the applicable federal statute. There is no comparable relevant statutory framework in the case at bar.

(c) The law on which the case is based must be “a law of Canada” as the phrase is used in section 101 of the *Constitution Act, 1867*

The second and third elements of the *ITO* case (*supra*) overlap. In *Kigowa v. Canada*, [1990] 1 F.C. 804 (C.A.), Mr. Justice Mahoney suggests that in cases such as *Rhine* (*supra*) where the third element of the *ITO* test is supplied by a comprehensive statutory framework, that statutory framework may also be taken as “the existing federal law which nourishes the statutory grant (of jurisdiction)”, that is, it may also meet the second element of the test.

As I have stated, I am satisfied that the *Public Works Act* and the *Public Works Nuisances Regulations* are not a “detailed statutory framework” comparable to the statutory frameworks in *Rhine & Prytula* (*supra*). However, the third part of the *ITO* test in the present case can be met by the body of federal tort law on which many of the causes of action is based. The causes of action raised by the plaintiff are (1) breach of constitutional rights (2) breach of statutory duty, (3) abuse of process, (4) wrongful arrest, (5) false imprisonment and (6) malicious prosecution.

The last four causes of action, abuse of process, wrongful arrest, false imprisonment and malicious prosecution are all recognized as torts which are part

Dans l’arrêt *Rhine c. La Reine; Prytula c. La Reine* (précité), il a été jugé que la Cour fédérale du Canada avait compétence sur les questions relatives au remboursement des fonds avancés en vertu de la *Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies*, S.R.C. 1970, chap. P-18, et la *Loi canadienne sur les prêts aux étudiants*, S.R.C. 1970, chap. S-17. Ces deux lois comportent l’une et l’autre un «cadre législatif détaillé» pour l’octroi d’avances ou de prêts à certaines personnes et le recouvrement de ces avances et prêts. Il s’ensuit qu’une action en recouvrement de ces fonds n’est pas simplement une action contractuelle de common law provinciale, mais a bien sa source dans une loi fédérale. Il n’y a aucun cadre législatif comparable en l’espèce.

(c) La loi invoquée dans l’affaire doit être «une loi du Canada» au sens de l’article 101 de la *Loi constitutionnelle de 1867*

Il y a chevauchement entre les deuxième et troisième éléments du critère établi par l’arrêt *ITO* (précité). Dans *Kigowa c. Canada*, [1990] 1 C.F. 804 (C.A.), le juge Mahoney conclut que dans les cas comme *Rhine* (précité) où la troisième condition définie par *ITO* est respectée par la présence d’un cadre législatif détaillé, celui-ci peut être considéré comme «l’ensemble de règles de droit fédérales qui constitue le fondement de l’attribution légale de compétence», c’est-à-dire qu’il correspond aussi au deuxième élément du critère.

Comme indiqué plus haut, je conclus que la *Loi sur les travaux publics* et le *Règlement concernant les actes nuisibles sur des ouvrages publics* ne présentent pas un «cadre législatif détaillé» comparable à celui relevé dans *Rhine & Prytula* (précité). Cependant, la troisième condition du critère établi par *ITO* peut être satisfaite en l’espèce par le corpus de droit fédéral en matière de responsabilité délictuelle civile, sur lequel sont fondées un grand nombre des causes d’action. Celles qu’invoque le demandeur sont (1) atteinte à des droits constitutionnels, (2) manquement à une obligation légale, (3) emploi abusif des procédures, (4) arrestation illégale, (5) séquestration et (6) poursuite malveillante.

Les quatre dernières causes d’action, savoir emploi abusif des procédures, arrestation illégale, séquestration et poursuite malveillante, sont toutes des délits

of the federal common law. The case of *Roberts v. Canada*, [1989] 1 S.C.R. 322 is authority for the proposition that federal common law is sufficient to meet the third part of the *ITO* test. In the case of *McNamara Construction (Western) Ltd. et al. v. The Queen*, [1977] 2 S.C.R. 654, at page 659, Laskin C.J. stated, referring to the *Quebec North Shore Paper Co. et al. v. Canadian Pacific Ltd. et al.* [1977] 2 S.C.R. 1054 case that the third part of the *ITO* test could be met as long as the action was founded “on some existing federal law, whether statute or regulation or common law”.

In the *Quebec North Shore Paper Company* case, this Court observed, referring to this provision, that the Crown in right of Canada in seeking to bring persons in the Exchequer Court as defendants must have founded its action on some existing federal law, whether statute or regulation or common law. [Underlining added.]

In *Roberts v. Canada (supra)* Wilson J. (at page 339) reiterates that Laskin C.J. must have meant that federal common law was capable of meeting the third part of the *ITO* test.

Breach of constitutional rights

I agree with the submission of counsel for Mulroney, Andre and Lewis that the provisions of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* upon which the plaintiff bases his claim are not “laws of Canada” within the meaning of section 101 of the *Constitution Act, 1867*, and therefore the Charter will not suffice to meet the third part of the *ITO* test (see *Kigowa v. Canada (supra)* at page 811; *Southam Inc. v. Canada (Attorney General)*, [1990] 3 F.C. 465 (C.A.)). In that I am satisfied that the third part of the *ITO* test is met by federal tort law, the Federal Court would have jurisdiction over the Charter issues as these Charter issues would be part of the same matter. Support for this proposition is to be found in the case of *Lagiorgia v. The Queen*, [1985] 1 F.C. 438 (T.D.) where the Federal Court dealt with challenges brought under section 8 and subsection 24(1) of the Charter in relation to the administration of the *Income Tax Act* [S.C. 1970-71-72, c. 63]. Although the issue of jurisdiction was not raised in the case, *Lagiorgia (supra)* shows by example that where the

civils reconnus en common law fédérale. L’arrêt *Roberts c. Canada*, [1989] 1 R.C.S. 322 pose pour principe que la common law fédérale est suffisante pour satisfaire à la troisième condition du critère établi par l’arrêt *ITO*. Dans *McNamara Construction (Western) Ltd. et autre c. La Reine*, [1977] 2 R.C.S. 654, à la page 659, le juge en chef Laskin, citant l’arrêt *Quebec North Shore Paper Co. et autre c. Canadien Pacifique Ltée et autre*, [1977] 2 R.C.S. 1054, a conclu que la troisième condition du critère établi par *ITO* pouvait être satisfaite si l’action était fondée sur «la législation fédérale applicable, que ce soit une loi, un règlement ou la *common law*».

c Dans l’arrêt *Quebec North Shore Paper Company*, cette Cour a souligné au sujet de cette disposition que pour traduire des personnes devant la Cour de l’Échiquier, la Couronne du chef du Canada doit au préalable établir que son action relève de la législation fédérale applicable, que ce soit une loi, un règlement ou la *common law*. [Soulignements ajoutés.]

Dans l’arrêt *Roberts c. Canada* (précité), Mme le juge Wilson (à la page 339) rappelle que ce qu’a voulu dire le juge en chef Laskin, c’était que la *common law* fédérale pouvait satisfaire à la troisième condition du critère établi par *ITO*.

Atteinte à des droits constitutionnels

f Je conviens avec l’avocat représentant Mulroney, Andre et Lewis que les dispositions de la *Charte canadienne des droits et libertés* qu’invoque le demandeur ne sont pas des «lois du Canada» au sens de l’article 101 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et que par conséquent, la Charte ne suffit pas à elle seule à satisfaire à la troisième condition du critère *ITO* (voir *Kigowa c. Canada* (précité), à la page 811; *Southam Inc. c. Canada (Procureur général)*, [1990] 3 C.F. 465 (C.A.)). Puisque je conclus que la troisième condition du critère *ITO* est satisfaite par application de la *common law* fédérale, la Cour fédérale aurait compétence sur les questions touchant la Charte dans la mesure où elles relèvent de la même matière. On peut trouver confirmation de ce principe dans la décision *Lagiorgia c. La Reine*, [1985] 1 C.F. 438 (1^{re} inst.), par laquelle la Cour fédérale s’est prononcée sur une contestation fondée sur l’article 8 et le paragraphe 24(1) de la Charte dans une affaire d’application de la *Loi de l’impôt sur le revenu* [S.C. 1970-71-72, chap. 63]. Bien qu’il n’y fût pas question

ITO test is met, the Federal Court will have jurisdiction to deal with Charter issues.

de compétence, la décision *Lagiorgia* (précité) montre, par l'exemple, que dans les cas où le critère *ITO* est observé, la Cour fédérale a compétence pour connaître des litiges touchant la Charte.

Breach of statutory duty

There is no nominate tort of breach of statutory duty (*R. in right of Canada v. Saskatchewan Wheat Pool*, [1983] 1 S.C.R. 205). Therefore, the Federal Court will not have jurisdiction to hear plaintiff's claim for damages based on breach of statutory duty. The cases cited by counsel for plaintiff, *Roncarelli v. Duplessis*, [1959] S.C.R. 121 and *Gershman v. Manitoba Vegetable Producers' Marketing Board* (1976), 69 D.L.R. (3d) 114 (Man. C.A.) involve gross and wilful misconduct by public officials and goes beyond breach of statutory duty as discussed in the *Saskatchewan Wheat Pool* case (*supra*).

Manquement à une obligation légale

Il n'existe aucun délit civil connu sous le nom de manquement à une obligation légale (*R. du chef du Canada c. Saskatchewan Wheat Pool*, [1983] 1 R.C.S. 205). La Cour fédérale n'a donc pas compétence pour connaître de l'action du demandeur en dommages-intérêts pour manquement à une obligation légale. Les précédents cités par l'avocat du demandeur, *Roncarelli v. Duplessis*, [1959] R.C.S. 121, et *Gershman v. Manitoba Vegetable Producers' Marketing Board* (1976), 69 D.L.R. (3d) 114 (C.A. Man.), portent sur la faute grossière et intentionnelle de fonctionnaires publics et dépassent le manquement à une obligation légale, tel qu'il a été analysé dans l'arrêt *Saskatchewan Wheat Pool* (précité).

The Attorney General of Canada

According to subsection 23(2) of the *Crown Liability Act*, the Attorney General of Canada will usually be a named defendant in proceedings against the Crown in the provincial courts. The *Crown Liability Act* appears to be silent on the question of whether the Attorney General of Canada is a proper defendant in the Federal Court.

Le procureur général du Canada

Selon le paragraphe 23(2) de la *Loi sur la responsabilité de l'État*, les poursuites visant l'État peuvent être intentées devant les juridictions provinciales contre le procureur général du Canada. Cette Loi reste muette sur la question de savoir si ces actions peuvent être intentées contre le procureur général du Canada devant la Cour fédérale.

I am satisfied that if it is not the intention to sue the Attorney General personally, then it is redundant to include the Attorney General of Canada as a party; it is sufficient to name Her Majesty the Queen as defendant. In the case of *Crown Trust Co. v. Ontario* (1988), 64 O.R. (2d) 774 (H.C.), Henry J. of the Ontario High Court noted that it was "simply confusing" to have both the Attorney General of Ontario and the Queen in Right of Ontario as defendants in an action for declaratory relief on a constitutional point. Accordingly, Henry J. struck out The Queen from the list of defendants.

Je conclus que si le demandeur n'entend pas poursuivre le procureur général à titre personnel, il est redondant de le joindre à l'action; il suffit de citer Sa Majesté la Reine comme partie défenderesse. Dans *Crown Trust Co. v. Ontario* (1988), 64 O.R. (2d) 774 (H.C.), le juge Henry de la Haute Cour de l'Ontario fait observer que [TRADUCTION] «cela ne fait qu'embrouiller les choses» de citer à la fois le procureur général de l'Ontario et la Reine du chef de cette province dans une action en jugement déclaratoire sur une question d'ordre constitutionnel. En conséquence, il a radié la Reine de la liste des parties défenderesses.

RCMP Commissioner Inkster and RCMP Member Potvin

These two defendants meet part one of the *ITO* test by virtue of the interaction of paragraph 17(5)(b) of the *Federal Court Act* and sections 5 [as am. by R.S.C., 1985 (2nd Supp.), c. 8, s. 2] and 53 [rep. *idem*, s. 22] (section 53 is soon to be repealed)* of the *Royal Canadian Mounted Police Act*. Section 53 of the *Royal Canadian Mounted Police Act* provides that a member of the RCMP is a servant of the Crown.

53. For the purpose of determining liability in any action or other proceeding by or against Her Majesty, a person who was at any time a member shall be deemed to have been at such time a servant of the Crown.

The reading together of sections 3, 5 and 6 of the *Royal Canadian Mounted Police Act* indicates that a Commissioner is a "member" of the RCMP. Thus, both Inkster and Potvin are servants of the Crown. As stated, paragraph 17(5)(b) of the *Federal Court Act* provides that the Federal Court has jurisdiction over servants of the Crown. The two RCMP members thus meet part one of the *ITO* test. This is confirmed in the case of *Bradasch v. Warren et al.* (1989), 27 F.T.R. 70 (F.C.T.D.), result affirmed [1990] 3 F.C. 32 (C.A.).

According to the case of *Bosada v. R.*, [1979] 2 F.C. 335 (T.D.) and *Bradasch v. Warren et al.* (*supra*), the *Royal Canadian Mounted Police Act* does not constitute "existing federal law" as required under part two of the *ITO* test. In *Bradasch* (*supra*), the Federal Court of Appeal held that, while the "authority, duties and powers" of the *Royal Canadian Mounted Police Act* may form the basis of a defence to the causes of action raised, the torts of assault and battery and wrongful imprisonment, the cause of action itself did not depend on the *Royal Canadian Mounted Police Act*.

I am satisfied, in light of *Bosada v. R.* (*supra*) and *Bradasch v. Warren et al.* (*supra*) that the Federal Court of Canada does not have jurisdiction over Ink-

* Editor's note: Section 53 was repealed by R.S.C., 1985 (2nd Supp.), c. 8, section 22, in force June 30, 1988.

Le commissaire de la GRC Inkster et l'agent de la GRC Potvin

Ces deux défendeurs remplissent la première condition du critère *ITO* par l'effet conjugué de l'alinéa 17(5)b) de la *Loi sur la Cour fédérale* et des articles 5 [mod. par L.R.C. (1985) (2^e suppl.), chap. 8, art. 2] et 53 [abrogé, *idem*, art. 22] (cet article 53 sera abrogé sous peu)* de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. Cette dernière disposition prévoit que les membres de la GRC sont des préposés de la Couronne.

53. En ce qui concerne la responsabilité dans toute action ou autre procédure où Sa Majesté est partie, les membres sont réputés être des préposés de la Couronne.

Il ressort d'un rapprochement des articles 3, 5 et 6 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* que le commissaire est un «membre». Il s'ensuit que Inkster et Potvin sont tous deux des préposés de la Couronne. Comme indiqué plus haut, l'alinéa 17(5)b) de la *Loi sur la Cour fédérale* prévoit la compétence de cette Cour sur les préposés de la Couronne. Les deux membres de la GRC répondent donc à la première condition du critère *ITO*. Cette conclusion est corroborée par la décision *Bradasch c. Warren et autres* (1989), 27 F.T.R. 70 (C.F. 1^{re} inst.), confirmée [1990] 3 C.F. 32 (C.A.).

Selon les décisions *Bosada c. R.*, [1979] 2 C.F. 335 (1^{re} inst.), et *Bradasch c. Warren et autres* (précitée), la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* ne constitue pas «l'ensemble de règles de droit fédérales» qui est la deuxième condition du critère *ITO*. Dans l'arrêt *Bradasch* (précité), la Cour d'appel fédérale a jugé que, bien que les «obligations et pouvoirs» prévus à la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* puissent former un motif de défense contre les causes d'action invoquées, savoir les délits civils de voies de fait, d'actes de violence et d'emprisonnement illégal, la cause d'action elle-même ne dépendait pas de cette Loi.

Je conclus, à la lumière des arrêts *Bosada c. R.* (précité) et *Bradasch c. Warren et autres* (précité), que la Cour fédérale n'a pas compétence en l'espèce

* Note de l'arrêstiste: L'article 53 a été abrogé par L.R.C. (1985) (2^e suppl.), chap. 8, article 22, en vigueur le 30 juin 1988.

ster and Potvin. In that the Crown is liable for torts committed by Crown employees (such as RCMP officers) and the Federal Court of Canada does, in this case, have jurisdiction over the Queen, such individuals, Inkster and Potvin, need not be impleaded personally in tort actions.

Mulroney, Andre and Lewis

The Federal Court of Canada does not have jurisdiction over the claims against these three defendants by virtue of *Southam Inc. v. Canada (Attorney General)*, [1990] 3 F.C. 465 (C.A.). In this case, Chief Justice Iacobucci (as he then was) stated that the Federal Court had no jurisdiction over the Senate, the House of Commons or House of Commons or Senate Committees. These bodies could not be considered “federal boards, commissions or other tribunals” under section 18 of the *Federal Court Act* as they are a level above, being intended to “give birth” to “federal boards, commissions or other tribunals”.

The Chief Justice at page 480 states:

However, even if I am wrong in interpreting section 18 of the *Constitution Act, 1867* as conferring the privileges, immunities and powers on the Senate, I do not see how the Senate or one of its committees can be treated as a “federal board, commission or tribunal” by the plain meaning of those words in section 18 of the *Federal Court Act*. The Senate, as one of the Houses of Parliament provided for in section 17 of the *Constitution Act, 1867*, is a body that, with the House of Commons, is an essential part of the process that gives birth to federal boards, commissions or tribunals, and as such the Senate simply is not on the same level as those entities.

Furthermore, if Parliament had intended to confer upon the Federal Court of Canada supervisory judicial review jurisdiction over the House of Commons, the Senate or their committees, this would have been expressly stated in the *Federal Court Act*.

Do the pleadings disclose a reasonable cause of action?—Rule 419(1)(a)

Before a statement of claim is to be struck out under Rule 419, the statement of claim must be construed as generously as possible. The case of *Crown*

à l'égard d'Inkster et de Potvin. Attendu que la Couronne est responsable des délits civils commis par ses employés (comme les membres de la GRC) et que la Cour fédérale a effectivement compétence en l'espèce à l'égard de la Reine, il n'est pas nécessaire d'impliquer ces deux personnes, Inkster et Potvin, à titre personnel dans les actions en responsabilité délictuelle civile.

^b Mulroney, Andre et Lewis

La Cour fédérale n'a pas compétence pour connaître des chefs de demande portés contre ces trois défendeurs, à la lumière de l'arrêt *Southam Inc. c. Canada (Procureur général)*, [1990] 3 C.F. 465 (C.A.). Par cet arrêt, le juge en chef Iacobucci (tel était son titre à l'époque) a décidé que la Cour fédérale n'avait pas compétence à l'égard du Sénat, de la Chambre des communes ou de leurs comités respectifs. Ces organes ne pouvaient être considérés comme des «offices fédéraux» visés à l'article 18 de la *Loi sur la Cour fédérale*, attendu qu'ils se trouvaient au niveau supérieur et présidaient à la «création des offices fédéraux».

Le juge en chef s'est prononcé en ces termes, à la page 480:

Quoi qu'il en soit, même si je commets une erreur en concluant que l'article 18 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est attributif de privilèges, d'immunités et de pouvoirs au Sénat, je ne vois pas comment le Sénat ou l'un de ses comités peut être considéré comme un «office fédéral» selon le sens ordinaire des mots utilisés à l'article 18 de la *Loi sur la Cour fédérale*. Le Sénat, qui est l'une des chambres du Parlement mentionnées à l'article 17 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, est un organe qui, avec la Chambre des communes, fait partie intégrante du processus de création des offices fédéraux et, à ce titre, il n'est tout simplement pas au même niveau que ces entités.

^h D'ailleurs, si le législateur avait voulu investir la Cour fédérale du Canada du pouvoir de contrôle judiciaire sur la Chambre des communes, sur le Sénat ou sur leurs comités, il l'aurait expressément indiqué dans la *Loi sur la Cour fédérale*.

Les plaidoiries révèlent-elles une cause raisonnable d'action?—Règle 419(1)a)

^j Avant qu'une déclaration puisse être radiée en application de la Règle 419, il faut qu'elle soit interprétée de façon aussi libérale que possible. La déci-

Trust Co. v. Ontario (1988), 64 O.R. (2d) 774, at page 777 gives the following principles re: the striking out of a statement of claim:

- (a) all allegations of fact in the statement of claim, unless patently ridiculous or incapable of proof, must be assumed to be proven, and
- (b) the moving parties [for the motion to strike], in order to succeed, must show that it is plain, obvious and beyond doubt that the plaintiffs could not succeed: *Operation Dismantle Inc. v. The Queen*, [1985] 1 S.C.R. 441 at pp. 449, 475 to 479, 18 D.L.R. (4th) 481, 13 C.R.R. 287.

Because I have decided that the Federal Court does not have jurisdiction over the defendants, with the exception of Her Majesty the Queen, I must now only decide if the statement of claim discloses a reasonable cause of action as it relates to Her Majesty the Queen. The plaintiff may well be able to succeed on his claim for wrongful or false arrest and/or false imprisonment. I am satisfied that the statement of claim, which allegations for these purposes are deemed to be true, establishes that Kealey was in fact arrested and/or imprisoned, that the arrest and/or the imprisonment was caused by the defendant and that plaintiff now states that he suffered special damages which damages plaintiff will have to prove at a trial.

Plaintiff may have a claim against Her Majesty the Queen for malicious prosecution. This is a matter that is to be determined at a trial. I am satisfied that the plaintiff has no other reasonable cause of action, neither for breach of constitutional rights nor for breach of authority, abuse of process.

Conclusion

The Federal Court of Canada has jurisdiction over the matter in issue but the following defendants are struck from the statement of claim:

- (a) The Attorney General
- (b) Norman Inkster
- (c) André Potvin
- (d) Brian Mulroney
- (e) Harvie Andre
- (f) Doug Lewis

The claim by the plaintiff for breach of statutory duty—abuse of process is to be struck from the statement of claim.

Trust Co. v. Ontario (1988), 64 O.R. (2d) 774, à la page 777, pose les principes suivants en la matière:

- [TRADUCTION] a) toutes les allégations de fait de la déclaration doivent être présumées prouvées, à moins qu'elles ne soient manifestement ridicules ou impossibles à prouver;
- b) pour avoir gain de cause, les parties requérantes doivent démontrer qu'il est visible, manifeste et indubitable que les demandeurs ne pourraient faire valoir leurs conclusions: *Opération Dismantle Inc. c. La Reine*, [1985] 1 R.C.S. 441 aux pages 449, 475 à 479, 18 D.L.R. (4th) 481, 13 C.R.R. 287.

Ayant conclu que la Cour fédérale n'a pas compétence à l'égard des défendeurs à l'exception de Sa Majesté la Reine, je dois maintenant décider si la déclaration révèle une cause raisonnable d'action à l'égard de celle-ci. Le demandeur pourrait fort bien établir son action en arrestation illégale ou arbitraire et en séquestration. Je conclus que la déclaration, dont les allégations à cet effet sont réputées véridiques, établit que Kealey a été effectivement arrêté et/ou détenu d'ordre de la défenderesse, et que le demandeur prétend maintenant qu'il a subi un préjudice spécial, lequel préjudice doit être prouvé au procès.

Il se peut que le demandeur puisse établir la poursuite malveillante contre Sa Majesté la Reine. Il s'agit là d'une question qui doit être décidée au procès. Je conclus que le demandeur n'a pas d'autres causes raisonnables d'action, qu'il s'agisse d'atteinte à ses droits constitutionnels, de manquement à une obligation légale ou d'emploi abusif des procédures.

Décision

La Cour fédérale a compétence sur le litige en l'espèce, mais les défendeurs suivants sont radiés de la déclaration:

- a) Le procureur général du Canada
- b) Norman Inkster
- c) André Potvin
- d) Brian Mulroney
- e) Harvie Andre
- f) Doug Lewis

Les chefs de manquement à une obligation légale et d'emploi abusif des procédures seront radiés de la déclaration.

The plaintiff is to file, within 30 days from today's date, an amended statement of claim in accordance with these reasons.

With regard to the issue of costs:

(a) in relation to the motion to strike on behalf of Her Majesty the Queen, the Attorney General, Norman Inkster and André Potvin, there is to be no award as to costs as the motion was allowed on behalf of the Attorney General, Inkster and Potvin but not allowed as regards Her Majesty; and

(b) costs are to be granted to the defendants Mulroney, Andre and Lewis. These costs are fixed at the total sum of \$500.

Therefore, pursuant to paragraph 337(2)(b) of the *Federal Court Rules*, counsel for defendants are directed to prepare a draft of the formal order and to submit the same to counsel for the plaintiff for approval as to its form and then to me for review and if accepted, for entry.

Le demandeur doit déposer dans les 30 jours une déclaration modifiée conformément aux présents motifs.

En ce qui concerne les dépens:

(a) ne sont pas accordés les dépens relatifs à la requête en radiation introduite pour le compte de Sa Majesté la Reine, du procureur général, de Norman Inkster et d'André Potvin, attendu que la requête a été accueillie à l'égard du procureur général, d'Inkster et de Potvin, mais non à l'égard de Sa Majesté la Reine; et

(b) les défendeurs Mulroney, Andre et Lewis ont droit à leurs dépens, d'un total de 500 \$.

En conséquence, conformément à l'alinéa 337(2)b) des *Règles de la Cour fédérale*, instruction est donnée par les présentes aux avocats des défendeurs de préparer un projet de dispositif de l'ordonnance qu'ils soumettront à l'approbation de l'avocat du demandeur, puis à moi-même pour acceptation et, si le projet est accepté, pour enregistrement.